

La dimension symbolique est au cœur de l'action publique et des transformations contemporaines du politique. L'objectif de ce projet de recherche est de repérer et d'évaluer les politiques publiques symboliques – que nous proposons de définir comme action publique mobilisant des symboles avec l'intention d'agir sur les émotions, les représentations et les comportements des citoyens. Pour cela, nous appuyons sur des méthodes qualitatives et quantitatives (dont entretiens, analyse de discours et de performances publiques, enquêtes d'opinion).

Axe Evaluation de la démocratie

Équipe de recherche :

Laurie BOUSSAGUET



Agrégée de science politique, Laurie Boussaguet est professeure des universités et actuellement Visiting Fellow au Centre

Robert Schumann de l'Institut Universitaire Européen à Florence.

Elle est rattachée en tant que chercheure au Centre d'études Européennes et de politique comparée (Sciences Po, CEE). Ses recherches portent sur l'analyse de l'action publique en Europe et notamment sur les liens qui peuvent exister entre action publique et société civile, la gouvernance européenne et les questions de convergence transnationale en matière de politiques publiques.

Florence FAUCHER



Professeure de science politique à Sciences Po, Florence Faucher est rattachée au Centre d'études Européennes et de politique comparée. Elle est

membre associée au Nuffield College, Université d'Oxford.

Ses recherches portent sur les formes d'engagement politique, les partis politiques et l'anthropologie politique. Elle s'intéresse en particulier aux pratiques sociales symboliques dans les institutions politiques contemporaines.

La dimension symbolique est au cœur de l'action publique

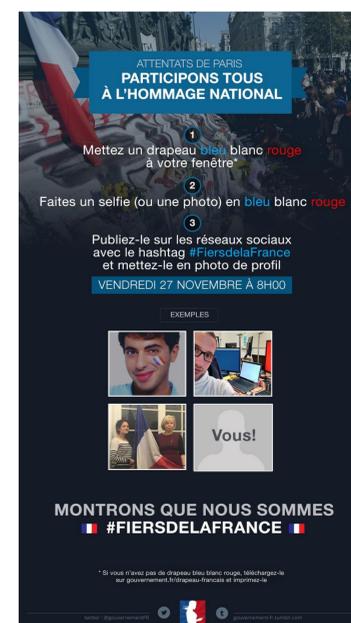
La dimension symbolique a toujours représenté une part importante de l'action publique, même si elle a souvent été négligée par la littérature des politiques publiques; et ce désintérêt est encore plus grand dans la littérature sur l'évaluation des politiques publiques. Cette absence peut s'expliquer par une forme de « dissonance cognitive » entre la dimension symbolique de l'action publique et les différentes approches de l'évaluation qui se sont développées depuis les années 1960. En effet, le symbolique se chiffre difficilement et l'impact de ses usages n'est pas davantage objectivable de façon quantitative. Or malgré la rationalisation de l'action publique, le symbolique demeure au cœur de l'État contemporain, dans sa capacité à réguler le politique comme dans la nécessité d'affirmer sa légitimité à le faire.

Terrain: réponses des autorités politiques aux attentats

Les symboles sont au cœur des réactions politiques et gouvernementales, en 2015 et en 2016 en France, que l'on pense au deuil national, à la minute de silence, au recours au drapeau et à la *Marseillaise*, aux hommages rendus aux victimes ou au positionnement fort de l'Etat dans ses réactions aux menaces intérieures et extérieures.

Les réponses symboliques ont contribué à la résolution de la crise provoquée par les attentats de début 2015. Nous montrons comment les symboles ont été utilisés par le pouvoir pour restaurer l'ordre, dans tous les sens du terme: en donnant du sens aux événements, en réaffirmant son autorité et en garantissant l'ordre public, en rassurant la population et en rassemblant la communauté nationale. Les enquêtes d'opinion de cette période attestent du succès de ces choix politiques (envolée des côtes de popularité des acteurs de l'exécutif, attachement à l'unité nationale, participation massive aux marches républicaines, amélioration des indices de tolérance en 2015, etc.).

Toutefois, les réponses symboliques proposées par les autorités après le 13 novembre 2015 et juillet 2016 ont été davantage discutées et contestées. Cela est dû, en partie, aux difficultés inhérentes à l'utilisation politique de symboles plurivoques dont il est difficile d'anticiper les effets. Les symboles sont par nature polysémiques et ambigus. Cela peut, certes, contribuer à créer autour d'eux une impression d'unité et de consensus – 93% des Français interrogés se disent par exemple attachés au drapeau tricolore en novembre – mais il existe toujours un risque que des significations, non souhaitées ou anticipées, s'imposent et échappent au contrôle de ceux qui ont sollicité les symboles. Par exemple, la proposition de déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme afin de maintenir une unité nationale fragilisée n'a pas eu l'effet escompté de réaffirmation d'une frontière symbolique et a avivé des divisions dans la majorité. Une difficulté supplémentaire est liée à l'évolution du contexte: la répétition des attaques, le calendrier électoral (élections régionales en décembre 2015 et horizon de l'élection présidentielle au moment de l'attentat de Nice), les lieux des attaques, les stratégies politiques des différents acteurs en présence, l'évolution des attentes de l'opinion.



Principales publications :

- Boussaguet, Laurie., Faucher, Florence. (2020). Beyond a « gesture »: the treatment of the symbolic in public policy analysis. *French Politics*, 1-17.
- Boussaguet, Laurie., Faucher, Florence. (2018). La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps, *Mots Les langages du politique*, 118.
- Faucher, Florence., Boussaguet, Laurie. (2018). The politics of symbols. Reflections on the French government's framing of the 2015 terrorist attacks, *Parliamentary Affairs*, 71(1), 169 -195.
- Boussaguet, Laurie., Faucher, Florence. (2017). Identity and Citizenship as Symbolic Responses to Terrorist Attacks. The Case of France in 2015, *Percorsi costituzionali*, Special issue: *La cittadinanza incerta*, no.2, 511-30.
- Boussaguet, Laurie., Faucher, Florence. (2017). Quand l'Etat convoque la rue. La Marche républicaine du 11 janvier 2015, *Gouvernement et action publique*, 6(2), 37-61.
- Boussaguet, Laurie., Faucher, Florence. (2016). Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme. L'exécutif français face aux attentats de 2015 à Paris, *Sciences Po LIEPP Policy Brief* n° 28.